

Strasbourg, le 14 décembre 2009

La mobilité est un des atouts de notre monde moderne. Chacun peut désormais aller où il veut, quand il veut ... ou presque. La mobilité s'est développée mais devient petit à petit démesure, d'une telle envergure que nous devons désormais faire face à la pollution, aux embouteillages et à l'étrange résignation qui nous pousse à faire demi-tour. Comment réorganiser la mobilité? Un des défis du 21^{ème} siècle. Il y a un impératif que nous ne devons pas oublier : la protection du milieu naturel et du cadre de vie. Dans les parties qui suivent, nous aborderons les différentes problématiques à l'aide de nos constats à l'échelle du Bas-Rhin.

Respecter les engagements pris par la France en matière d'environnement

A l'heure du sommet de Copenhague sur le réchauffement climatique, la question des mobilités en Alsace va devoir se baser sur les préoccupations environnementales. Mettre la protection du milieu naturel et du cadre de vie au cœur du débat nous paraît nécessaire afin de rappeler à tous les engagements pris par la France. Lors du Grenelle de l'environnement en 2007, nous nous sommes engagés à stopper la perte de biodiversité d'ici 2010 et désormais la France s'engage à réduire de 30% ses émissions de gaz à effet de serre. Par ailleurs, il ne nous paraît pas illusoire de penser que les principes écologiques, économiques et sociaux peuvent aller de paire, rappelant ainsi le concept de développement durable. Il est temps de mettre chacun devant ses responsabilités.

Comprendre une problématique nationale voire internationale

La question des mobilités n'est pas nouvelle et ne se résume pas à l'échelle régionale. Les problèmes liés à la mobilité s'inscrivent dans un contexte plus large, national voire international. Le problème se situe bien en amont, dans la conduite de la politique d'aménagement du territoire et de la ville. La concentration des activités en ville génère des flux de véhicules qui pourraient être évités, à condition d'équilibrer la répartition des activités.

Par ailleurs, l'organisation des échanges internationaux en total désaccord avec la protection de l'environnement mérite débat. Un seul exemple suffit : dans les années 1980, un accident dans le centre de la France entre deux poids lourds avait fait scandale. L'un transportait des tomates provenant d'Espagne à destination de la Hollande et l'autre transportait lui-aussi des tomates mais originaires de la Hollande et à destination de l'Espagne. Aujourd'hui, on retrouve le même type d'aberration dans un grand nombre de domaines et cela illustre le grand gaspillage dont nous sommes témoins et complices.

Arrêtons dans un premier temps cette politique de multiplication sans fin du réseau routier. Mitage du paysage, fragmentation et destruction des habitats naturels, pollution, bruit ... tout cela pour accueillir à terme plus de voitures? Faisons en sorte de changer les comportements.

Favoriser les transports en commun

Les transports en commun sont l'une des bases du développement durable. Ils sont aussi une alternative à la voiture et il nous semble important de les représenter en tant que piliers de la mobilité. A nos yeux, la politique d'aménagement du territoire et de la ville doit impérativement encourager le développement des transports en commun. Ces derniers devraient devenir plus avantageux que la voiture : moins chers, plus pratiques, plus agréables ... La mise en place de mesures incitatives semble évidente.

Alors pourquoi le prix des transports en commun augmente-t-il chaque année?

Pourquoi l'Alsace ne garantit plus le demi-tarif systématique pour la carte 12/25 de la SNCF (sur les trajets en Alsace même en période blanche)?

Pourquoi n'est-il pas possible de mettre en place la gratuité des transports de la CTS?

Quels sont les enjeux qui nous empêchent aujourd'hui de mettre en place une véritable politique durable de la mobilité qui ne soit pas en contradiction avec les impératifs de protection de l'environnement?

Améliorer le ramassage scolaire

En parallèle avec celle des transports en commun, l'amélioration du ramassage scolaire est une absolue nécessité, en particulier à l'extérieur de Strasbourg. Par exemple pour les établissements scolaires avec internat, tels les lycées technologiques et agricoles, où les élèves arrivent de tout le département et transitent par Strasbourg. En connaissance de cause, chaque lundi matin et vendredi soir, les deux petits wagons qui assurent la liaison Strasbourg-Obernai sont absolument bondés, bien au-delà du nombre maximum de passagers autorisés. La solution est si évidente qu'elle se passe de commentaires.

Encourager les déplacements légers

Les déplacements légers comme le vélo ou la marche devraient également faire l'objet d'une attention particulière. Non néfastes pour l'environnement, ils sont encouragés pour une bonne santé physique. Ainsi, l'espérance de vie d'un New-Yorkais est plus élevée que celle d'un américain moyen, la ville ayant reçu le prix de la ville pédestre aux Etats-Unis (Courrier International, oct.07). Ces déplacements doivent pouvoir se faire dans un environnement sain et sécurisé. Le parc de pistes cyclables en Alsace actuellement bien développé mérite qu'on le mette en valeur, en particulier sur les axes stratégiques domicile-travail. Parallèlement, les sites de stationnement des cycles devraient être étendus et sécurisés (afin de décourager les mauvaises intentions).

Alors que la protection du cadre de vie est de plus en plus importante aux yeux des Français, aurons-nous la volonté politique de changer les choses? Alors que le mode de vie occidental fait dans la démesure, aurons-nous le courage de défier les lobbies (autoroutiers ou autres)? Pouvons-nous comprendre que les intérêts collectifs à long terme sont plus importants que les intérêts individuels basés sur le profit à court terme? Et pouvons-nous comprendre que le sort des générations futures est lié à celui de la planète? Autant de questions qui méritent que l'on s'y attarde.

Trouver des alternatives à un projet obsolète : le GCO

L'exemple parfait qui montre à quel point nous pouvons être en contradiction avec nos idées est le projet de Grand Contournement Ouest de Strasbourg (GCO) qui fait couler beaucoup d'encre. Pourquoi ce pas en arrière pour résoudre aujourd'hui un problème des années 1970? Le simple fait de participer à la bétonisation du milieu naturel n'est pas acceptable. Alors que les riverains et une écrasante majorité de citoyens (84% d'après l'enquête publique) s'y opposent, pourquoi continuer à vouloir l'imposer? Pour désengorger Strasbourg? "Ce n'est ni l'enjeu ni l'objectif du GCO" souligne la commission d'enquête publique. En effet, le GCO ne devrait capter que 4,6% du trafic, étant donné que l'essentiel des flux ne concerne que les trajets domicile-travail.

Siège social et adresse postale : 18, rue Belle Vue – 67250 STUNDWILLER

Site internet : www.echogenese.com

E-mail : echogenese@live.fr

Alors peut-être est-ce pour satisfaire le lobby des sociétés d'autoroutes? Du BTP?

Un projet d'autant plus critiquable car, s'il était construit, détruirait 400ha des meilleurs terres d'Alsace et menacerait la dernière population de Grand hamster (*Cricetus cricetus*) présente en France. La convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel le protège au niveau européen. Mais peut-être la France préfère-t-elle payer une amende de 17 millions d'euros pour son immobilisme? (comparution devant la cours européenne de justice) (Source : Alsace20, 11 décembre 2009). Nous préférerions que cette somme soit utilisée pour défendre les espèces menacées et non l'inverse.

L'Alsace ne veut pas non plus favoriser le grand transit en accueillant toujours plus de camions, notamment venus d'Allemagne pour éviter les péages. Alors comment rentabiliser ce projet? Par le transport routier? Par les flux touristiques des vacances? Encore faudrait-il qu'il soit gratuit, ce qui n'est apparemment pas prévu à l'heure actuelle. Il n'est pas concevable que l'on se retrouve une fois de plus devant un scénario à l'image du tunnel Maurice-Lemaire, payant et que plus personne ne souhaite emprunter ... même les camions. Arrêtons cet acharnement en totale contradiction avec la protection de l'environnement et l'intérêt général.

400 millions d'euros. Arrêtons ce gaspillage pour un projet qui n'a ni queue ni tête. La région et le département doivent maintenant assumer leurs responsabilités. Il nous paraît fort probable, voire inévitable que ce projet nécessitera le soutien financier des collectivités territoriales. Utilisons cet argent de manière responsable, en proposant toutes les alternatives possibles aussi bien au niveau régional que national, qu'il s'agisse du ferroutage, du tram-train ou du soutien à une mobilité plus saine. Ne plaçons pas nos enfants devant le fait accompli.

Promouvoir le covoiturage

La mise en valeur du covoiturage par les collectivités pourrait être une aide à la diminution des embouteillages, de la pollution et des accidents de la route. Pratiqué conjointement avec les autres alternatives au tout voiture, il permettrait en outre de réduire le coût social des accidents et des effets pervers de la pollution. De nombreuses plateformes de rencontres existent déjà via internet mais les freins sont encore immenses (le frein majeur étant la peur de l'autre). Or, l'éducation devrait permettre de faire évoluer les mentalités, à condition qu'il y ait une réelle volonté de la part des autorités. Il faut à tout prix repenser la mobilité ou nous irons droit dans le mur. Il n'est plus pensable que la moitié des trajets réalisés en France le soient sur des distances inférieures à 3 km. De même que l'on ne peut pas continuer sur notre lancée, celle où les transports routiers motorisés représentent 40% de la consommation pétrolière mondiale (Observatoire de l'énergie) et plus de 17% des émissions de CO₂ (GIEC).

Il ne tient qu'à nous tous d'écrire la conclusion. De notre mobilisation, de notre volonté d'agir et de refuser que quelques-uns décident à notre place. Des solutions modernes et cohérentes avec les enjeux environnementaux et de santé publique existent. Seule la volonté de les mettre en place peut encore faire défaut. A nous tous de faire en sorte qu'il n'en soit rien.

Echo Genèse, association de jeunes militants
bénévoles pour la protection du milieu naturel